

**ARRETE MODIFICATIF DE FONCTIONNEMENT D'UNE
MICROCRCHE DE GESTION DE DROIT PRIVE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.2111-1 et suivants, les articles L.2324-1 à L.2324-4 et R.2324-16 à R.2324-48, les articles L.3111-1 et suivants et R.3112-1 et suivants,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L.214-2 et L.214-7,

Vu le décret n° 2018-42 du 25 janvier 2018 relatif à la vaccination obligatoire

Vu l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans,

Vu le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants,

Vu l'arrêté du 25 avril 2018 autorisant l'ouverture de la microcrèche, dénommée « Les Petits Loups de Gravelines », 46 avenue Léon Jouhaux à Gravelines (59820) , gérée par la SAS Les Petits Loups de Gravelines représentée par Madame Lydie LESIEN situé 46 avenue Léon Jouhaux à GRAVELINES (59820),

Vu la demande de modification de fonctionnement relative à la conformité avec la loi Norma concernant le référent santé et accueil inclusif, la capacité d'accueil, la suroccupation et le quota d'encadrement, présentée par Madame Lydie LESIEN Angélique, gérante de la SAS Les Petits Loups de Gravelines et complet le 4 avril 2023,

Vu l'avis favorable réputé tacitement émis par le médecin de la Maison Nord Solidarité de GRAVELINE-BOURBOURG en date du 4 mai 2023,

Et sur sa proposition,

A R R E T E

L'arrêté du 25 avril 2018 est modifié comme suit :

Article 1 :

Compte tenu des volumes, surfaces et aménagements des locaux, la capacité d'accueil autorisée est fixée à **12** enfants de 3 mois à 4 ans en accueil régulier et jusque 6 ans en accueil occasionnel présents simultanément.

Le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre **115%** de la capacité d'accueil autorisée, à condition que le taux d'occupation hebdomadaire n'excède pas 100% en moyenne

hebdomadaire d'accueil.

Article 2 :

- **Le référent technique** : Madame CORTEQUISSE née COHEN Elodie, Educatrice spécialisée, assure la fonction du référent technique de l'établissement ainsi que l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du projet d'établissement.
Elle accompagne et coordonne l'activité des personnes chargées de l'encadrement des enfants
Son temps de travail pour l'exercice de la fonction de référent technique ne peut être inférieur à 0,2 ETP.
Elle peut être distinct des personnes chargées de l'encadrement de proximité des enfants accueillis.

Elle assure également la fonction de référent technique à la micro-crèche « La maion du Petit Pilou à Spyker (59380)

Une même personne physique peut être désignée référent technique de plusieurs micro-crèches, dans la limite de 3, y compris celles gérées par les personnes physiques ou morales différentes.

Le temps de travail dédié à la référence technique comprend 0,2 ETP supplémentaire par micro-crèche supplémentaire.

- **le référent santé et accueil inclusif** (Articles R. 2324-39 – R. 2324-39-1 et R. 2324-46-2) : Madame VERGRIETE Bérangère, Médecin, travaille en collaboration avec les puéricultrices et les infirmiers, les professionnels du Service départemental de PMI et autres acteurs locaux en matière de santé, de prévention et de handicap.
Son temps d'intervention en micro-crèche est de 10H/an dont 2H/trimestre.
- **les personnels** mentionnés à l'article R. 2324-42 et R. 2324-46-5-III assurant l'encadrement de proximité justifient d'une certification au moins de niveau III attestant de compétences dans le champ de l'accueil de jeunes enfants et de 2 ans d'expérience professionnelle ou d'une expérience effective de 3 ans en tant qu'assistant(e) maternel(le) agréé(e).

Ils doivent avoir bénéficié de la formation aux gestes de premiers secours.

- Deux personnes répondant à ces exigences doivent être présentes à tout moment dans la structure lorsque le nombre d'enfants est supérieur à trois (à partir de 4).
- L'effectif du personnel placé auprès des enfants répond aux modalités de calcul applicables aux crèches collectives :
 - Soit un professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent

L'ensemble du personnel en contact direct avec les enfants ou participant à la préparation matérielle de la vie quotidienne (alimentation, entretien...) doit satisfaire aux exigences règlementaires et notamment fournir à l'embauche :

- un extrait de casier judiciaire prouvant l'absence de condamnation pour des faits contraires à l'honneur, la probité et aux bonnes mœurs. Les stagiaires, apprentis, intervenants extérieurs rémunérés ou bénévoles sont soumis aux mêmes exigences.
- les certificats justificatifs de leur qualification, de leur(s) expérience(s) professionnelle(s),
- les certificats justificatifs de leur immunisation contre les maladies infectieuses transmissibles conformément à la réglementation en vigueur, de leur aptitude à travailler auprès de jeunes enfants. Les stagiaires apprentis, intervenants extérieurs ou bénévoles sont soumis aux

mêmes exigences.

L'ensemble du personnel se soumettra au contrôle médical annuel prévu par le Code du Travail en matière d'aptitudes professionnelles.

Article 3 : Toutes modifications envisagées au niveau du personnel, du règlement de fonctionnement, du projet d'établissement ou des locaux seront portées sans délai à la connaissance de l'autorité départementale pour accord : Pôle PMI-Santé des Flandres — Zone des 3 Ponts- Site Neptune – 183 rue de l'Ecole Maternelle- CS 9707 – 59385 DUNKERQUE CEDEX 1.

Article 4 : Toutes les mesures de sécurité prescrites par les règlements en vigueur et la Commission de Sécurité seront observées et notamment dans l'utilisation et l'aménagement des locaux permettant la mise en œuvre du projet d'accueil par les personnels dans les conditions de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant une attention constante aux enfants.

Article 5 : Le contrôle et la surveillance institués par l'article L.2324-1 du code de la santé publique ont lieu sur place et sur pièces par le médecin responsable du service départemental de PMI ou par un professionnel de PMI qu'il délègue. Celui-ci aura libre accès aux locaux et toute facilité doit lui être accordée pour le contrôle des éléments définis dans cette autorisation.

Article 6 : Cet arrêté sera notifié à Madame Lydie LESIEN, gérante de la SAS Les Petits Loups de Gravelines, et publié au recueil des Actes Administratifs du Département du Nord.

Article 7 : Il vous est possible de contester le présent arrêté dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- par un recours administratif auprès de Monsieur le Président du Département du Nord – Hôtel du Département – 51 rue Gustave Delory – 59047 LILLE Cedex. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois maintient la décision notifiée.

- par un recours contentieux auprès du Président du Tribunal Administratif - 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE Cedex.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr.

Dunkerque le 11 mai 2023
Pour le Président du Conseil
Départemental et par délégation
La Responsable de Service Agrément
Accueil Petite Enfance

Laurence ALLOUCHERY

Publié le 31/08/2023